

Unité bidépartementale Eure Orne
Cité administrative Place du Général-Jean-Bonet
CS 40020
61013 Alençon Cedex

Évreux, le 02/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/06/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ZB NOMEL

La forêt du Château
LA FERTE FRENEL
61550 La Ferté-En-Ouche

Références : UBDEO_ERC_2025_06_93
Code AIOT : 0005302264

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/06/2025 dans l'établissement ZB NOMEL implanté La forêt du Château LA FERTE FRENEL 61550 La Ferté-en-Ouche. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Lors de la visite d'inspection du 14 février 2023, il avait été constaté que les conditions d'exploitation de l'établissement conduisaient au non-respect des valeurs limites de rejet des effluents aqueux prescrites par l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 mars 2022. Par arrêté préfectoral du 3 avril 2023, l'exploitant a été mis en demeure de respecter les valeurs limites définies par l'arrêté complémentaire du 9 mars 2022.

Lors de la visite d'inspection du 10 avril 2024, la mise en demeure du 3 avril 2023 n'a pas pu être levée, les valeurs limites de rejet des effluents aqueux étaient supérieures aux valeurs prescrites par

l'arrêté complémentaire du 9 mars 2022. A ce stade, il n'avait pas été proposé de sanctions administratives dans la mesure où la station d'épuration avait été mise à l'arrêt pendant plusieurs mois suite à l'accident mortel d'un salarié.

Le but de la visite est de faire un point de situation sur le respect des prescriptions de l'arrêté de mise en demeure du 3 avril 2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ZB NOMEL
- La forêt du Château LA FERTE FRENEL 61550 La Ferté-en-Ouche
- Code AIOT : 0005302264
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement est spécialisé dans la fabrication d'écrous, rondelles, circlips, exclusivement pour les constructeurs d'automobiles (travail mécanique des métaux et traitements de surface).

L'exploitation des installations est encadrée par un arrêté préfectoral du 1er octobre 2003, complété à plusieurs reprises. Un arrêté complémentaire du 9 mars 2022 fixe de nouvelles valeurs limites de rejet et prescrit la réalisation d'une étude technico-économique afin de proposer des mesures de réduction des flux polluants dans la Charentonne, pour les rendre compatibles avec l'objectif de retour au bon état de la masse d'eau fixé par le SDAGE.

Un changement d'exploitant est intervenu le 1er mars 2025, le nouvel exploitant est la société ZB Nomel.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Valeur limites des rejets aqueux	AP de Mise en Demeure du 03/04/2023, article 1	Astreinte	6 mois
2	Redémarrage STEP	Lettre du 09/03/2024	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
3	Surveillance du milieu aquatique	AP Complémentaire du 09/03/2022, article 3.1	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	Installation électrique	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 5	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Propreté de l'installation	Arrêté Préfectoral du 01/10/2003, article 7.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

A ce stade, l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 3 avril 2023 n'est pas satisfait. Compte tenu de ce qui précède, l'inspection propose à monsieur le préfet, conformément aux sanctions administratives prévues par l'article 2 de l'arrêté de mise en demeure du 3 avril 2023, un arrêté d'astreinte journalière avec un délai de carence de 6 mois à compter de la date de sa notification à l'exploitant.

Ces arrêtés seront levés lorsque l'exploitant justifiera du respect des termes fixés par l'arrêté de mise en demeure du 3 avril 2023, à savoir : « l'exploitant doit justifier le respect total des valeurs limites présentes à l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 mars 2022 concernant le rejet de la station de traitement physico-chimique des effluents pour une durée de 6 semaines consécutives à compter de l'entrée en application du présent arrêté, à l'exception des valeurs concernant les différentes formes d'azote. »

L'exploitant doit par ailleurs transmettre dans les délais sus cités les document suivants :

- la dernière étude relative au redémarrage de la STEP accompagné du planning des travaux
 - le dossier faisant le bilan des rejets des substances susceptibles de déclasser la masse d'eau, conformément à l'article 3.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 mars 2022,
- En l'absence des documents précitées, l'exploitant s'exposera à l'établissement d'une mise en demeure et de sanction pénale.

L'exploitant doit transmettre sous un délai de 3 mois les justificatifs stipulant les actions correctives des 7 écarts annotés dans le Q19. En l'absence de ces éléments, l'exploitant s'exposera à l'établissement d'une mise en demeure et de sanction pénale.

Sous un délai de 3 mois, l'exploitant doit corriger les anomalies présentes dans le Q18 et transmettre à l'inspection le mois suivant un nouveau rapport Q18 démontrant la levée de ces 2 anomalies. Un plan d'action doit également être établi et mis en œuvre pour lever les nombreuses observations relevées lors de la dernière vérification des installations électriques. L'inspection propose l'établissement d'une mise en demeure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Valeur limites des rejets aqueux

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 03/04/2023, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Valeur limites des rejets aqueux
Prescription contrôlée : L'exploitant doit justifier le respect total des valeurs limites présentes à l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 mars 2022 concernant le rejet de la station de traitement physico-chimique des effluents pour une durée de 6 semaines consécutives à compter de l'entrée en application du présent arrêté, à l'exception des valeurs concernant les différentes formes d'azote. [...] " Valeur limites de rejets eaux industrielles résiduaires En sortie de station de détoxification (avant mélange avec les eaux issues de la station biologique) : - débit journalier maximal : 140 m3/j - pH : compris entre 6.5 et 8.5 - température : inférieur à 30°C Paramètres Concentration : (mg/l)- Flux max journalier (kg/j) - MES : 25 - 3,5 - DCO : 200 - 28 - P TOTAL : 1 0,14 - NGL : 40 - 8 - Nitrites : 20- 2,8 - Nitrates - 0 - Ammonium - 0 - NKJ - 0 - Fer : 3 - 0,42 - Zinc : 2 - 0,28 - Nickel : 0,1 - 0,014 - Chrome total : 0,18 - 0,02 - Fluor : 0,5 - 0,07 - Trichloromethane : 0,1 - 0,014 - AOX : 2,5 - 0,2"
Constats : Les derniers résultats d'autosurveillance sur la période de janvier 2025 à avril 2025 mettent encore en évidence des dépassements pour les paramètres suivants : Pour exemple : - DCO: 44% de mesures de concentration non conformes et 6% de mesures de flux non conformes - Ni : 2% de mesures de concentration non conformes et 1% de mesures de flux non conforme - Cr : 44% de mesures de concentration non conformes et 31% de mesures de flux non conformes - Fe : 13% de mesures de concentration non conformes et 6% de mesures de flux non conformes - MES : 50% de mesures de concentration non conformes et 50% de mesures de flux non conformes L'inspection constate des dépassements de concentrations ou de flux en azote global et en nitrite. Même si les valeurs concernant les différentes formes d'azote ne font pas l'objet de la

mise en demeure, l'exploitant doit tendre au maximum à respecter les valeurs définies dans l'arrêté préfectoral du 9 mars 2022.

Si une amélioration des valeurs de rejet est constatée depuis la date d'entrée en vigueur de l'arrêté de mise en demeure, celle-ci n'est pas suffisante pour pouvoir lever celui-ci.

Des études ont été réalisées sur la remise en service de la station prenant en compte le respect des valeurs limites d'émissions définies par arrêté préfectoral du 9 mars 2022. La dernière étude conclut que la station actuelle n'est pas en mesure de traiter la totalité des paramètres des effluents de l'atelier de traitement de surface. Ainsi, l'exploitant indique qu'il a été décidé à court terme de traiter les eaux de passivation via un évapo-concentrateur en location qui aura un impact sur les paramètres chrome, les composés nitrite et azoté. Le matériel arrivera courant septembre pour une mise en service courant octobre. L'exploitant prévoit également une évolution des traitements des effluents du dégraissage afin d'améliorer les paramètres DCO et MES.

L'inspection constate que l'exploitant engage des actions pour tendre au respect des valeurs limites d'émissions définies dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 mars 2022.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Des dépassements des valeurs limites d'émissions des rejets aqueux sont toujours constatés et mettent en évidence des défaillances récurrentes de la station d'épuration de l'établissement.

Par conséquent, à ce stade, l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 3 avril 2023 est maintenu, et un arrêté préfectoral d'astreinte est proposé à monsieur le préfet, conformément aux sanctions administratives prévues par l'article 2 de l'arrêté de mise en demeure du 3 avril 2023, avec un délai de carence de six mois et jusqu'à ce que l'établissement respecte les termes fixés dans l'arrêté de mise en demeure du 3 avril 2023.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Astreinte

Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Redémarrage STEP

Référence réglementaire : Lettre du 09/03/2024

Thème(s) : Risques chroniques, Redémarrage STEP

Prescription contrôlée :

Par courrier, l'exploitant informe qu'à la suite d'un accident sur le site ; la ligne de zingage a été arrêté impliquant également l'arrêt de la station de traitement physico-chimique suite à l'absence de rejet. Un programme de redémarrage des installations a été proposé par l'exploitant par courrier du 12 octobre 2023 auquel été joint un dossier de redémarrage de la ligne de traitement de surface et de la station de traitement des rejets.

<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant indique que le précédent programme de redémarrage transmis à l'inspection n'est plus d'actualité. A la suite de la dernière étude réalisée sur le redémarrage de la STEP, un nouveau programme de travaux a été instaurée. Cette étude n'a pas été communiquée à l'inspection.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit sous un délai de 2 mois, communiquer l'étude de redémarrage de la station réalisée par le bureau d'études Eurotec découlant sur la synthèse des travaux présentés en séance.</p> <p>En l'absence de transmission de ce document sous le délai précité, l'exploitant s'exposera à l'établissement d'une mise en demeure et de sanction pénale.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 3 : Surveillance du milieu aquatique

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/03/2022, article 3.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance du milieu aquatique</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] L'exploitant adresse au préfet un dossier faisant le bilan des rejets des substances susceptibles de déclasser la masse d'eau dans laquelle se font les rejets de ZB NOMEL. Ce dossier fait apparaître l'évolution des rejets (flux rejetés, concentrations dans les rejets, rejets spécifiques par rapport aux quantités mises en œuvre dans les installations) et les conditions d'évolution de ces rejets avec les possibilités de réduction déjà mises en œuvre ou projetées suivant l'échéancier en lien avec les propositions retenues dans l'étude technico-économique. Il étudie également la nécessité de poursuite du suivi du milieu aquatique. Le premier bilan concernant les rejets aqueux dans le milieu naturel est attendu pour le 1er juin 2024.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection du 10 avril 2024, il a été acté que compte tenu que la STEP a été mise à l'arrêt du 20 février 2023 au 27 février 2024, et par voie de conséquence de l'absence de données disponibles, l'exploitant devra transmettre le dossier pour le 1er juin 2025 au plus tard.</p> <p>Lors de la visite d'inspection, l'exploitant indique que la dernière analyse doit avoir lieu le 23 juin 2025 et que le résultat final de l'étude sera disponible mi juillet 2025.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit transmettre à l'inspection les conclusions concernant les rejets aqueux dans le milieu naturel sous un délai de 2 mois.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Installation électrique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Installation électrique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]« III. Le contrôle des installations électriques prévu au A de l'article 66 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé est au moins annuel.</p> <p>« Il porte également sur la détection de points chauds par un système de thermographie à infrarouges ou par tout autre dispositif équivalent. Un contrôle réalisé conformément au référentiel APSAD D19 est réputé satisfaire à cette exigence sur la détection de points chauds.</p> <p>« Les dates et la nature des contrôles sont consignées dans un registre. Les anomalies constatées sont consignées de manière explicite dans ce registre, ainsi que la liste des mesures correctives, qui sont réalisées au plus tôt, accompagnées de leur date de réalisation. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. »</p> <p>"« Article 66 de l'arrêté du 4 octobre 2010 »</p> <p>« Installations électriques. »</p> <p>« A. Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences.[...]"</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a communiqué les rapports de vérification électrique réalisés par Bureau Veritas entre le 07/10/2024 et 25/10/2024 pour les locaux suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - chaufferie usine : Le rapport n'a pas d'observation cependant un élément n'a pas pu être contrôlé (armoire, coffret principal, ouverture impossible sans mise hors tension). - atelier de production et réseau haute tension : 111 observations sont recensées, dont pour certaines, la date de premier signalement est de 2012. - bureaux locaux sociaux : 9 observations sont relevées, dont une où la date du premier signalement est de 2012. <p>Lors de ces contrôles, l'exploitant n'a pas communiqué au prestataire, le plan des locaux, avec indication des locaux à risques particuliers d'influences externes, notamment risque d'incendie et risque d'explosion.</p> <p>L'exploitant a transmis les comptes rendus Q18 réalisés par Bureau Veritas entre le 07/10/2024 et 25/10/2024 pour les locaux suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - chaufferie : la conclusion du rapport pour ce local est que les installations électriques ne

peuvent pas entrainer des risques d'incendie et d'explosion.

- des bureaux/locaux sociaux : la conclusion du rapport pour ces locaux est que les installations électriques ne peuvent pas entrainer des risques d'incendie et d'explosion.

- UAP découpe - taraudage ,UAP écrous/triage/stock PAR/EXPE/LOG,GAP EBAVURAGE STOCK PAR, UAP traitement TTH, GAP TS, distribution haute tension : la conclusion du rapport pour ces locaux est que les installations électriques peuvent entrainer des risques d'incendie et d'explosion. 2 écarts ont été relevés.

L'exploitant doit corriger les 2 écarts sous un délai de 3 mois et transmettre le mois suivant à l'inspection un nouveau compte rendu Q18.

L'exploitant n'a pas de registre reprenant les anomalies des installations électrique et les actions correctives à mettre en place ou déjà mises en place.

Le rapport d'examen d'installation électrique par thermographie infrarouge, avec délivrance du compte rendu Q19 réalisé par Bureau Veritas du 17/02/2025 au 20/02/2025, relève 7 écarts donc 2 déjà signalés. L'examen a été réalisé dans le bâtiment production, le bâtiments bureaux, poste ht et le bâtiment 9. Le rapport conclut sur un risque d'incendie présent. L'exploitant ne dispose pas de plan d'action.

L'exploitant s'est engagé à réaliser les actions correctives de ces 7 écarts en aout 2025, pendant l'arrêt de l'installation. L'exploitant devra transmettre les justificatifs à l'inspection.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre sous un délai de 3 mois les justificatifs stipulant les actions correctives des 7 écarts annotés dans le Q19. En l'absence de ces éléments, l'exploitant s'exposera à l'établissement d'une mise en demeure et de sanction pénale.

Sous un délai de 3 mois, l'exploitant doit corriger les anomalies présentes dans le Q18 et transmettre à l'inspection le mois suivant un nouveau rapport Q18 démontrant l'absence de ces 2 anomalies. L'inspection propose l'établissement d'une mise en demeure.

Sous un délai de 3 mois, l'exploitant doit transmettre le plan d'action pour lever les anomalies des installations électriques et les traiter le plus rapidement possible. L'inspection propose l'établissement d'une mise en demeure. Le prochain rapport des installations électriques devra être transmis à l'inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Propreté de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/2003, article 7.3

Thème(s) : Risques chroniques, Propreté de l'installation

Prescription contrôlée :

L'ensemble du site doit être maintenu propre et les bâtiments et installation entretenus en

permanence. [...]
<p>Constats :</p> <p>Pour faire suite à la précédente inspection, ou la cuve de stockage des eaux de rinçage débordait, l'inspection a souhaité de nouveau voir cet ouvrage. Au jour de l'inspection, la cuve n'était pas complètement remplie. Des égouttures sont toujours visibles sur le pourtour de la cuve.</p> <p>Des traces d'huile au sol ont été constatées au sein du bâtiment UAP métal.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>De manière général, l'exploitant doit maintenir ses installations en bon état de propreté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>